



Commune de MONTANAY  
Police du stationnement  
Extrait du registre des arrêtés du Maire

MÉTROPOLE

GRAND LYON

Police de la circulation  
Extrait du registre des arrêtés du Président

**Arrêté temporaire n°2026-34**

Objet : travaux de voirie  
Rue du Bacon

**Le Maire de MONTANAY  
Le Président de la Métropole de Lyon**

- VU Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment :
- L'article L.3642-2,
  - Les articles L.2213-2-2°, L.2213-2-3°, L.2213-3, L.2213-3-1 et L.2213-6 relatifs au pouvoir de police du stationnement du maire
  - Les articles L.2213-1, L.2213-2-1°, L.2213-3-2°, L.2213-4 alinéa 1er, L.2213-5, L.2213-6-1 relatifs au pouvoir de police de la circulation du président de la Métropole ;
- VU Le Code de la Route ;
- VU Le Code de la Voirie Routière ;
- VU Le Code Pénal et notamment l'article R.610-5 ;
- VU L'instruction interministérielle sur la signalisation routière ;
- VU La loi n°96-1236 du 30 décembre 1996 sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie ;
- VU Le Plan de Mobilité des territoires lyonnais, approuvé le 2 octobre 2025 ;
- VU L'arrêté N° 2023-02-28-R-0128 du 28 février 2023 portant délégation de signature pour les mesures de police de la circulation, à Monsieur Fabien BAGNON, Vice-Président délégué à la voirie et aux mobilités actives ;
- VU L'avis de la Métropole de Lyon ;
- VU La demande formulée par la société **COIRO CALADE** ;

Considérant des travaux de voirie, il y a lieu de prendre les mesures nécessaires afin de préserver la sécurité publique et réglementer le stationnement comme suit :

**ARRESENT**

**ARTICLE I**

Des travaux de réalisation d'entrée charretière doivent être réalisés **entre le 23/03/2026 et le 01/04/2026** par la société **COIRO CALADE** domiciliée 145 rue Charles Sève 69400 VILLEFRANCHE SUR SAONE.

**ARTICLE II**

Les travaux seront réalisés : **310 rue du Bacon  
69250 MONTANAY**

**ARTICLE III**

Le temps des travaux,

- La rue du Bacon sera barrée sauf riverains et collecte des ordures ménagères et sélectives, depuis l'intersection avec la rue de Neuville jusqu'au croisement avec la rue de Collonge.
- Une déviation sera mise en place par la rue de Neuville
- Le stationnement sera interdit au droit du chantier.
- La société **COIRO CALADE** devra veiller à la protection et à la sécurité des piétons et des cyclistes aux abords du chantier.

**Passage obligatoire des services de collecte des ordures ménagères et sélectives le mercredi et jeudi matin ainsi que des services de secours.**

**ARTICLE IV**

La signalisation et le balisage seront mis en place par l'entreprise **COIRO CALADE**

Au cas où ces travaux ne seraient pas terminés dans les délais prévus, le présent arrêté sera automatiquement prorogé.

Ampliation sera adressée à :

- Gendarmerie de Neuville/Saône
- Police Municipale de Montanay
- SDMIS Genay
- Service collectes des ordures ménagères
- Entreprise **COIRO CALADE**

## Article dernier

Mesdames, messieurs : le(a) Directeur(trice) Général(e) des Services de la commune de Montanay, la Directrice Générale des Services de la Métropole de Lyon, le(a) Directeur(trice) Départemental(e) de la Sécurité Publique, tous agents de la force publique et de la police municipale, le(a) Directeur(trice) des Services Départemental et Métropolitain d'Incendie et de Secours du Rhône sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté temporaire ;


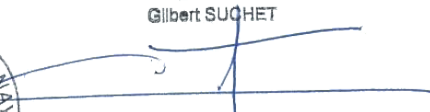
Outre les recours gracieux qui s'exercent dans le même délai, le présent arrêté temporaire du Maire peut faire l'objet d'un recours contentieux sur les mesures de police de stationnement arrêtées devant le tribunal administratif de Lyon (Palais de justice Part-Dieu - 184 rue Duguesclin - 69433 LYON CEDEX 03), ou effectué par voie dématérialisée sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Outre les recours gracieux qui s'exercent dans le même délai, le présent arrêté temporaire du Président de la Métropole peut faire l'objet d'un recours contentieux sur les mesures de police de circulation arrêtées devant le tribunal administratif de Lyon (Palais de justice Part-Dieu - 184 rue Duguesclin - 69433 LYON CEDEX 03), ou effectué par voie dématérialisée sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Toute autre information peut être sollicitée auprès du service de la commune.

A Montanay, le 11/03/2026

Le Maire  
Gilbert SUCHET



A Lyon, le 11/03/2026  
Pour le Président de la Métropole,



Fabien Bagnon  
Vice-Président délégué à la voirie et aux  
mobilités actives